

# **RAPPORT DE PRÉSENTATION**

## **DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022**



# Préambule

Le compte administratif retrace le bilan de toutes les recettes et les dépenses réalisées au cours de l'année, y compris celles qui ont été engagées mais non payées (restes à réaliser) et présente les résultats de l'exécution du budget.

Il permet d'apprécier la réalisation et la gestion effective du budget voté et constitue un arrêté des comptes de l'ordonnateur.

Le compte de gestion quant à lui retrace les comptes tenus par le comptable, et la situation patrimoniale de la collectivité à la clôture de l'exercice.

Pour l'exercice 2022, l'excédent de recettes sur les dépenses de fonctionnement permet de dégager un autofinancement qui vient couvrir le besoin de financement (section d'investissement).

Le contexte de l'année 2022 s'opère à 2 niveaux. D'une part une reprise de l'économie post crise sanitaire de la COVID-19 est observée et dans le même temps une crise géopolitique nouvelle produisant des effets majeurs sur l'inflation, les taux d'intérêt et la flambée des prix de l'électricité et du carburant.

La ville de Vannes protégée par un marché sur les fluides courant jusqu'à fin 2023 bénéficie également de l'attractivité d'un territoire devenu très recherché.

Des dépenses modérées accompagnées d'un dynamisme fort sur les recettes expliquent la très bonne santé financière dégagée par les comptes 2022. L'épargne dégagée a permis de conforter le haut niveau possible des dépenses d'investissement souhaité pour le mandat et amorcé en 2022.

*Pour mémoire, le budget primitif 2022 était le 1<sup>er</sup> budget voté selon la nomenclature M57.*

# BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE

## A- LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

### 1 Les dépenses de fonctionnement

Tableau issu des comptes administratifs en conformité des comptes de gestion :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2019	CA2020	CA 2021	CA 2022
CHAPITRE 011 - Charges à caractère général	12 763 487,54	12 113 743,98	12 302 451,40	12 339 071,39
CHAPITRE 012 - Dépenses de personnel	43 908 129,53	41 340 984,35	42 101 960,71	44 296 033,71
CHAPITRE 014 - Atténuation de produits	22 228,00	111 058,00	54 849,75	44 497,00
CHAPITRE 65 - Autres charges de gestion courante	8 210 087,40	8 594 258,95	8 493 957,79	9 298 845,47
CHAPITRE 66 - Dépenses Financières	1 803 013,91	1 621 600,38	1 461 536,57	1 397 741,98
CHAPITRE 67 - Dépenses Exceptionnelles	638 711,11	14 392 168,44	580 766,24	250 150,40
CHAPITRE 68 - Dotations aux Provisions		1 187 696,00	1 023 158,23	912 856,21
<b>TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>67 345 657,49</b>	<b>79 361 510,10</b>	<b>66 018 680,69</b>	<b>68 539 196,16</b>
CHAPITRE 042 - Opérations d'ordre entre sections	7 594 987,73	7 871 975,67	5 415 435,15	6 254 084,23
CHAPITRE 043 - Ordre dans section				
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>	<b>7 594 987,73</b>	<b>7 871 975,67</b>	<b>5 415 435,15</b>	<b>6 254 084,23</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>74 940 645,22</b>	<b>87 233 485,77</b>	<b>71 434 115,84</b>	<b>74 793 280,39</b>

Afin de comparaison à isopérimètre, le tableau ci-dessous expose les montants retraités pour :

- les dépenses liées aux services de l'eau et de l'assainissement transférés en 2020 à l'agglomération (chapitre 011, 012, 65 et 67),
- les opérations de régularisation liées à la dotation de solidarité communautaire (dépenses et recettes) (chapitre 67),
- le transfert des zones d'activités économiques par le retraitement des cessions opérées sur le chapitre 70,
- l'ensemble de chapitres suivant la nomenclature M57.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2019 retraité DEA et M57	CA2020 retraité DSC/DEA et M57	CA2021 retraité M57	CA 2022
CHAPITRE 011 - Charges à caractère général	12 704 368,72	11 839 639,35	12 302 451,40	12 339 071,39
CHAPITRE 012 - Dépenses de personnel	41 486 739,71	41 301 611,11	42 101 960,71	44 296 033,71
CHAPITRE 014 - Atténuation de produits	22 228,00	17 173,00	54 849,75	44 497,00
CHAPITRE 65 - Autres charges de gestion courante	8 815 402,32	9 102 775,46	8 988 752,08	9 298 845,47
CHAPITRE 66 - Dépenses Financières	1 803 013,91	1 620 381,02	1 461 536,57	1 397 741,98
CHAPITRE 67 - Dépenses Exceptionnelles	30 939,47	72 771,22	85 971,95	250 150,40
CHAPITRE 68 - Dotations aux Provisions			1 023 158,23	912 856,21
<b>TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>64 862 692,13</b>	<b>63 954 351,16</b>	<b>66 018 680,69</b>	<b>68 539 196,16</b>
CHAPITRE 042 - Opérations d'ordre entre sections	7 594 987,73	7 871 975,67	5 415 435,15	6 254 084,23
CHAPITRE 043 - Ordre dans section				
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>	<b>7 594 987,73</b>	<b>7 871 975,67</b>	<b>5 415 435,15</b>	<b>6 254 084,23</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>72 457 679,86</b>	<b>71 826 326,83</b>	<b>71 434 115,84</b>	<b>74 793 280,39</b>

## 1.1 Les charges à caractère général (Chapitre 011)

Ce chapitre regroupe l'ensemble des charges liées à la structure (fluides, maintenance, assurance, impôts et taxes,...) ainsi que celles liées à l'activité (prestation de services, achats de petits équipements, alimentation, frais d'affranchissement et de télécommunications,...).

Ce chapitre totalise un montant de dépenses de 12 339 071 € et représente 18% des dépenses réelles de fonctionnement.

Au regard du montant inscrit au BP 2022 soit 13 461 000 €, le taux de réalisation est de 92%.

Il constitue le deuxième poste de dépenses de la section de fonctionnement.

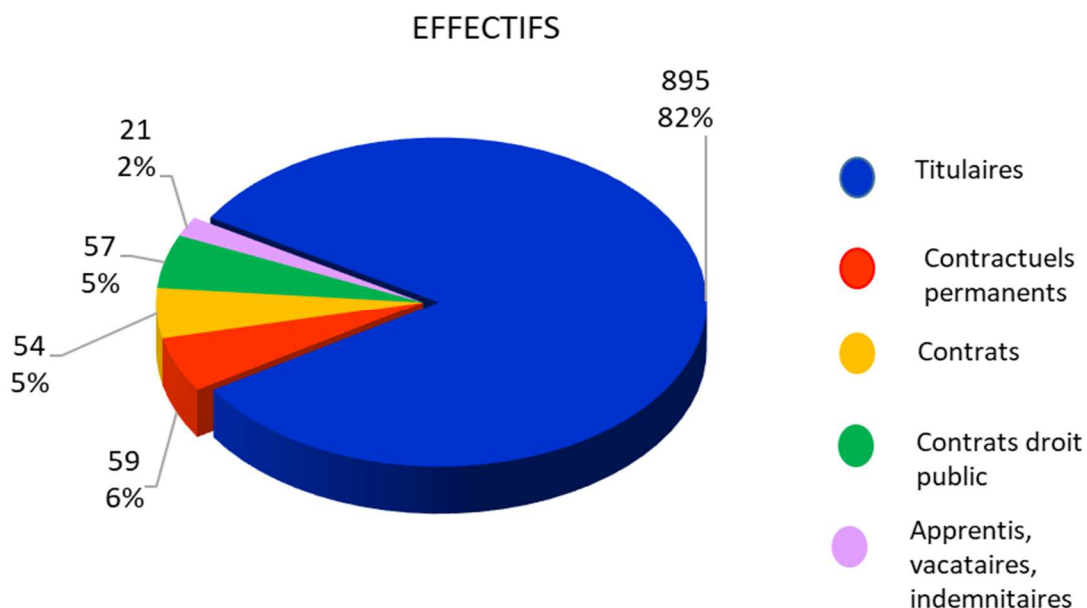
Pour 2022, on note une augmentation de 47 566 € de l'enveloppe dédiées aux activités des ALSH et des tickets sports nature. Les frais pour catalogue et imprimés ont connu une augmentation de 52 729 € en raison de la reprise des manifestations post-crise sanitaire. Les frais de formation sont aussi marqués par une reprise post-Covid avec une augmentation de 70 939 €.

A contrario, les frais d'entretien (terrains, voirie, patrimoine bâti) ont diminué de 188 678 €. De même, les frais de locations ont baissé de 119 783 € (principalement en raison de la suppression du loyer du Chorus dans le cadre de la nouvelle DSP).

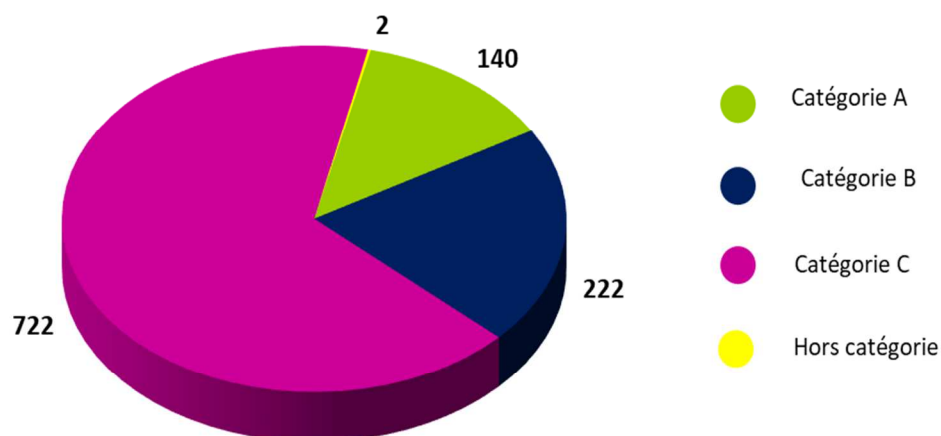
L'électricité, le gaz et l'eau ont représenté une dépense de 1 951 257 € en 2022 soit une baisse de 41 200 € par rapport aux consommations 2021. Cette stabilisation s'explique par l'effet des mesures d'économies engagées, de la mise en place du programme de mise en leds de l'éclairage public et du marché avec Morbihan énergies qui a protégé la ville des augmentations massives constatées au niveau national en 2022 puis encore 2023.

## 1.2 Les dépenses de personnel (Chapitre 012)

La Ville de Vannes compte au 31/12/2022 un effectif de 1086 agents dont 895 titulaires, 59 contractuels sur emploi permanent, 132 contractuels sur emploi non permanent ou en contrat de remplacement temporaire.

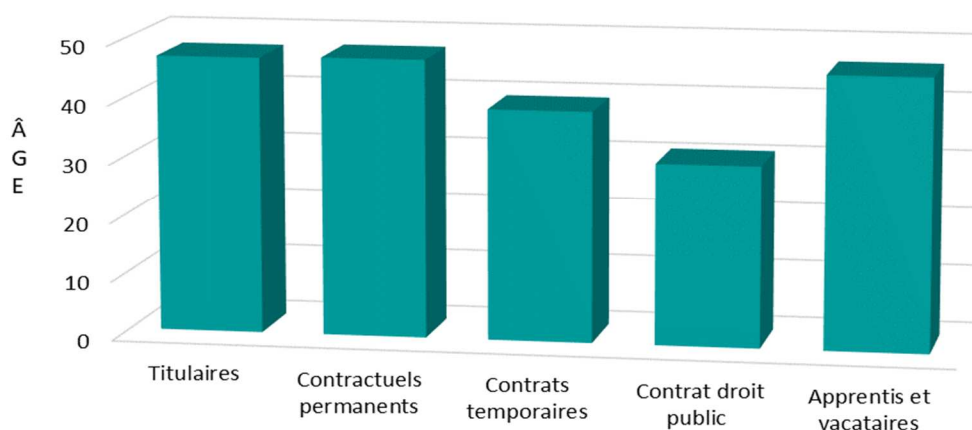


## RÉPARTITION DES AGENTS PAR CATÉGORIE



La moyenne d'âge toute catégorie confondue est 41,88 ans

## RÉPARTITION DES CATÉGORIES D'AGENTS PAR ÂGE MOYEN



Le montant inscrit au BP 2022 étant de 43 600 000 €, le taux de réalisation de ce chapitre est de 102 % pour un montant de 44 296 034 €.

Pour 2022, on constate l'impact majeur des mesures gouvernementales (principalement : réaménagement de carrière, augmentation du SMIC, augmentation du point d'indice) pour 1 008 600 € supplémentaire par rapport à 2021.

Le glissement vieillesse technicité (GVT) a porté sur une augmentation de 238 000 €.

Le versement nouveau du CIA (complément indemnitaire annuel) pour 100 000 € et la prime inflation pour 79 600 € sont intervenus en 2022.

La variation des effectifs explique l'augmentation résiduelle de la masse salariale. En effet, la structuration des fonctions ressources (direction générale adjointe, service informatique, achat et contrôle de gestion), les recrutements au sein des services tranquillité, enfance, restauration, démocratie participative et musées sont venus renforcer les effectifs de la Ville.

### 1.3 Autres charges de gestion courante (Chapitre 65)

Ces dépenses représentent 14 % des dépenses réelles de fonctionnement. Le montant inscrit au Budget 2022 étant de 9 661 700 €, le taux de réalisation de ce chapitre est de 96%.

Pour mémoire, au regard de la nomenclature M57, toutes les dépenses de subventions sont désormais imputées au chapitre 65.

Dans le détail, le chapitre 65 expose :

- les subventions aux associations (2 086 102 €), en augmentation de 245 898 € par rapport à 2021 pour accompagner la reprise d'activité associative post Covid.
- la subvention au CCAS (1 867 120 €),
- la subvention aux écoles sous contrat d'association (1 623 551 €),
- la subvention aux Scènes du golfe (930 000 €),
- la subvention d'équilibre au budget annexe des restaurants municipaux (857 719 €),
- la subvention au budget annexe des parkings a été réalisée pour un montant de 208 393 €.

Outre les dépenses liées aux indemnités des élus, ce chapitre reprend également les dépenses liées à l'informatique en nuage. La ville s'orientant désormais vers un hébergement en mode SAAS d'une partie de son système applicatif.

### 1.4 Les charges financières (Chapitre 66)

Les charges financières s'élèvent à 1 397 742 € et représentent 2 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Les charges financières sont en diminution au regard de la logique de désendettement opérée ces dernières années. Le niveau de dette actuelle, ajouté à la bonne santé financière de la ville, permet de maintenir une capacité d'endettement renouvelée pour la réalisation du programme ambitieux des investissements et une recherche de financement à des conditions optimisées.

Les charges financières représentent une dépense de 24 € par habitant en 2022 (contre 25 €/habitant en 2021).

La strate de référence au niveau national est de 30 € par habitant (chiffre 2021, *source Etat/impôts.gouv/comptes des communes*)

### 1.5 Autres dépenses

Le chapitre 67 (250 150 €) reprend désormais uniquement les titres annulés sur les exercices antérieurs. En 2022, une opération d'apurement des comptes de gestion explique ce montant résiduel important en comparaison des années précédentes.

Le chapitre 68 (912 856 €) comprend la provision reconstituée pour les admissions en non valeurs des ex-compétences eau et assainissement.

Les opérations d'ordre correspondent aux amortissements (4 561 369 €) et aux écritures de cession (1 692 715,31€).

## 2 Les recettes de fonctionnement

Le tableau ci-dessous est issu des comptes administratifs en conformité des comptes de gestion :

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2019	CA2020	CA 2021	CA 2022
CHAPITRE 013 - Atténuation de charges	317 129,48	370 578,26	291 302,27	334 595,20
CHAPITRE 70 - Produits des services et du domaine	9 714 458,23	8 576 223,61	6 425 657,62	6 406 852,26
CHAPITRE 73 - Impôts et taxes (sauf 731)	15 068 487,05	15 001 139,53	15 156 169,03	15 036 374,64
CHAPITRE 731 - Fiscalité Locale	40 839 136,36	40 930 974,22	44 530 981,07	47 539 619,94
CHAPITRE 74 - Dotations et participations	13 030 952,29	13 212 540,77	11 772 266,46	13 043 850,90
CHAPITRE 75 - Autres recettes de gestion courantes	797 047,95	859 646,72	794 319,36	1 937 411,48
CHAPITRE 76 - Produits financiers	38 902,85	42 092,03	27 011,31	18 740,73
CHAPITRE 77 - Recettes exceptionnelles	3 632 030,30	8 403 469,00	1 377 900,75	1 616 243,04
CHAPITRE 78 - Reprise de provision			1 187 696,00	1 023 158,23
<b>TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>83 438 144,51</b>	<b>87 396 664,14</b>	<b>81 563 303,87</b>	<b>86 956 846,42</b>
CHAPITRE 042 - Opérations d'ordre entre sections	1 905 056,00	2 117 264,40	1 975 090,23	1 887 285,20
CHAPITRE 043 - Ordre dans section				
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>	<b>1 905 056,00</b>	<b>2 117 264,40</b>	<b>1 975 090,23</b>	<b>1 887 285,20</b>
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>85 343 200,51</b>	<b>89 513 928,54</b>	<b>83 538 394,10</b>	<b>88 844 131,62</b>

Afin l'instar des dépenses et afin de comparaison à isopérimètre, le tableau ci-dessous expose les montants retraités pour :

- les recettes liées aux services de l'eau et de l'assainissement transférés en 2020 à l'agglomération (chapitre 013 et 70),
- les opérations de régularisation liées à la dotation de solidarité communautaire (Dépenses et recettes) (chapitre 77),
- l'ensemble de chapitres suivant la nomenclature M57.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2019 retraité DEA et M57	CA2020 retraité DSC/DEA et M57	CA2021 retraité M57	CA 2022
CHAPITRE 013 - Atténuation de charges	317 129,48	369 132,18	291 302,27	334 595,20
CHAPITRE 70 - Produits des services et du domaine	6 386 697,54	6 222 955,46	6 425 657,62	6 406 852,26
CHAPITRE 73 - Impôts et taxes (sauf 731)	14 843 487,05	14 731 139,53	14 886 169,03	15 036 374,64
CHAPITRE 731 - Fiscalité Locale	40 839 136,36	40 930 974,22	44 530 981,07	47 539 619,94
CHAPITRE 74 - Dotations et participations	13 030 952,29	13 212 540,77	11 772 266,46	13 043 850,90
CHAPITRE 75 - Autres recettes de gestion courantes	1 427 232,46	1 346 048,73	1 347 166,01	1 937 411,48
CHAPITRE 76 - Produits financiers	38 902,85	42 092,03	27 011,31	18 740,73
CHAPITRE 77 - Recettes exceptionnelles	3 632 030,30	2 249 463,81	1 377 900,75	1 616 243,04
CHAPITRE 78 - Reprise de provision			1 187 696,00	1 023 158,23
<b>TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>80 515 568,33</b>	<b>79 104 346,73</b>	<b>81 846 150,52</b>	<b>86 956 846,42</b>
CHAPITRE 042 - Opérations d'ordre entre sections	1 905 056,00	2 117 264,40	1 975 090,23	1 887 285,20
CHAPITRE 043 - Ordre dans section				
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>	<b>1 905 056,00</b>	<b>2 117 264,40</b>	<b>1 975 090,23</b>	<b>1 887 285,20</b>
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>82 420 624,33</b>	<b>81 221 611,13</b>	<b>83 821 240,75</b>	<b>88 844 131,62</b>

### 2.1 Produits des services et du domaine (Chapitre 70)

Ce chapitre regroupe les produits des concessions funéraires et des redevances d'occupation du domaine public (droits de stationnement et de location de la voirie ...), des prestations de services destinées à la population (centres de loisirs, Tickets sports, Conservatoire...), ainsi que les remboursements de frais et de mise à disposition du personnel.

*A noter qu'en application de la nomenclature M57, les recettes de locations (salles et stades) ont été transférées au chapitre 75.*

De ce fait, à périmètre constant, les prestations de services destinées à la population se sont élevées à 2 365 734, 52 € en augmentation de 291 255, 40 € (dont 92 721 € pour le conservatoire, 53 135 € pour les ALSH et 46 357 € pour les activités sports-loisirs).

Les produits des concessions et redevances comprenant le forfait post stationnement (FPS) se sont élevés à 2 018 953,17 € en baisse de 74 188 € essentiellement dû au FPS.

Les remboursements de frais et mise à disposition représentent 1 954 110 € dont 1 108 689 € au titre des budgets annexes de la Ville.

Ce chapitre totalise un montant de recettes de 6 406 852 € en augmentation de 4,3% à périmètre constant au regard de 2021. Ces recettes représentent 7,4 % en 2022 des recettes réelles de fonctionnement contre 7,9 % en 2021.

## 2.2 Fiscalité (Chapitre 73 et Chapitre 731)

Les recettes de fiscalité représentent le poste principal des recettes réelles de la section de fonctionnement soit 72 %.

Pour la 21<sup>ème</sup> année consécutive, les taux n'ont pas varié. Les recettes de fiscalité locale (36 977 932 €) ont augmenté de 4,13 % (+1,65% pour la variation physique pour la taxe foncière, + 3,4 % pour la revalorisation forfaitaire des habitations, + 0,7% pour les locaux professionnels et le solde pour la compensation de l'Etat pour la suppression de la majeure partie du produit de la taxe d'habitation).

Cette situation amène le contribuable vannetais à payer en moyenne 640 euros au titre de l'imposition locale au regard de la moyenne de la strate de 705 euros (*source impôts.gouv comptes des communes/exercice 2021*).

Les Attributions de Compensation versées par GMVA sont restées stables à hauteur de 11 462 586 € et la dotation de solidarité communautaire (3 289 921 €) a connu une baisse de 4 %.

Le produit des jeux (1 306 253 €) est en augmentation et s'élève à des niveaux supérieurs à la période précédant la crise sanitaire (1 154 866 € en 2019).

La forte dynamique du territoire s'est traduite par un niveau élevé des droits de mutations (5 681 860 €).

## 2.3 Dotations et participations (Chapitre 74)

Ce chapitre regroupe les dotations reçues de l'Etat et les participations reçues d'autres organismes, il s'élève à 13 043 851 € et représente 15 % des recettes réelles de fonctionnement.

Les dotations de l'Etat (Dotation forfaitaire, Dotation de solidarité urbaine (DSU), Dotation nationale de péréquation (DNP)) se sont élevées à 6 872 436 €, en augmentation de 1,6% entre 2021 et 2022 (-11 744 € pour la part forfaitaire ; +85 962 € pour la DNP et + 32 173 € pour la DSU).

608 734 € ont été perçus au titre des compensations fiscales hormis pour la compensation de la TH qui figurent désormais au chapitre 731 (produit fiscal).



Les versements d'aides perçus par d'autres organismes tels que la Région, le Département ou la CAF sont enregistrés pour un montant de 5 562 681 € soit un produit supplémentaire de 1 033 044 € par rapport à 2021. Cette forte augmentation s'explique par une participation exceptionnelle de l'Etat au titre de la cité de l'emploi (200 000 €), le financement de l'ANAH pour un chef de projet (105 000 € pour 3 années de financements), la contribution de la CAF en augmentation de 392 009 € et le financement augmenté de 178 490 € du conservatoire par l'agglomération.

## 2.4 Autres recettes

Le chapitre 75 (1 937 411 €) est particulièrement impacté par la nouvelle nomenclature M57. Ainsi le produit des locations de stades et des salles est désormais imputé sur ce chapitre. A périmètre constant c'est une hausse de 255 637 € des loyers et locations (+ 106 000 € pour le stade de la Rabine et + 104 000 € pour les locations de salles du Palais des Arts).

Ce chapitre reprend désormais également le reversement relatif au mobilier urbain (225 000 €) ainsi que le remboursement des sinistres par les assurances (+ 236 778 €). Les redevances des délégations de service public figurent toujours dans ce chapitre pour un montant 2022 de 529 280 €.

Les recettes exceptionnelles (1 616 243 €) enregistrent le produit des cessions « brutes » (1 565 173 €) en fonctionnement (avant la bascule en investissement qui tient compte des moins-value et plus-value).

La vente des terrains des zones d'activités économiques à GMVA (499 319 €), un terrain rue de Lempicka (450 000 €), une résidence « mimosas » (275 000 €) et le produit des enchères du matériel de la Ville (63 674 €) ont été les principales cessions 2022.

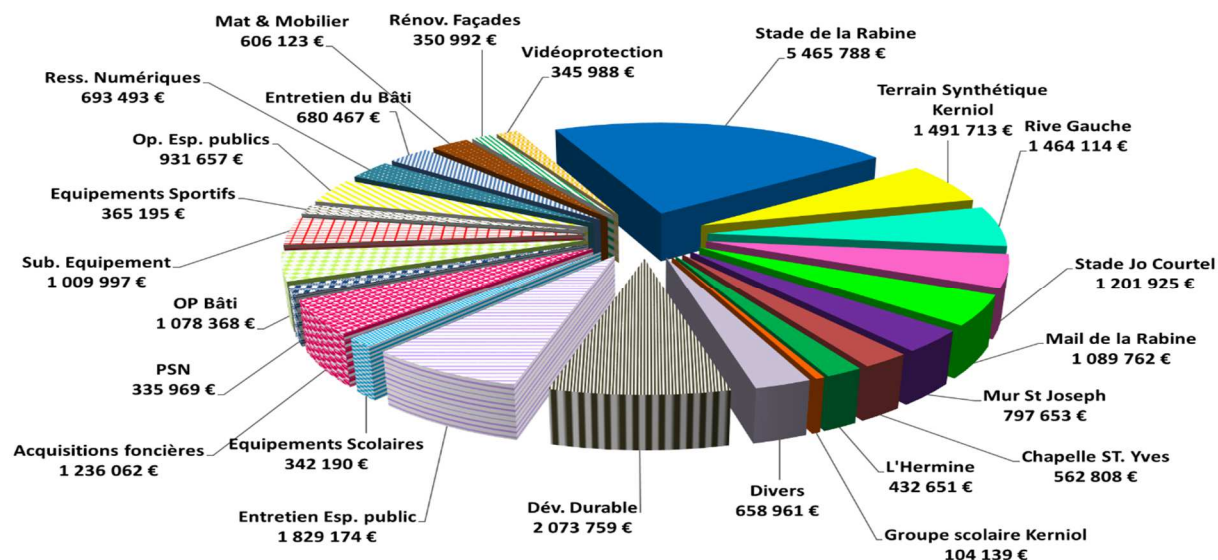
Le chapitre 78 (912 856 €) comprend la reprise de provision constituée pour les admissions en non valeurs des ex-compétences eau et assainissement.

Les opérations d'ordre correspondent aux travaux en régie (1 060 534 €) et aux écritures d'amortissement des subventions d'investissement reçues (699 209 €).

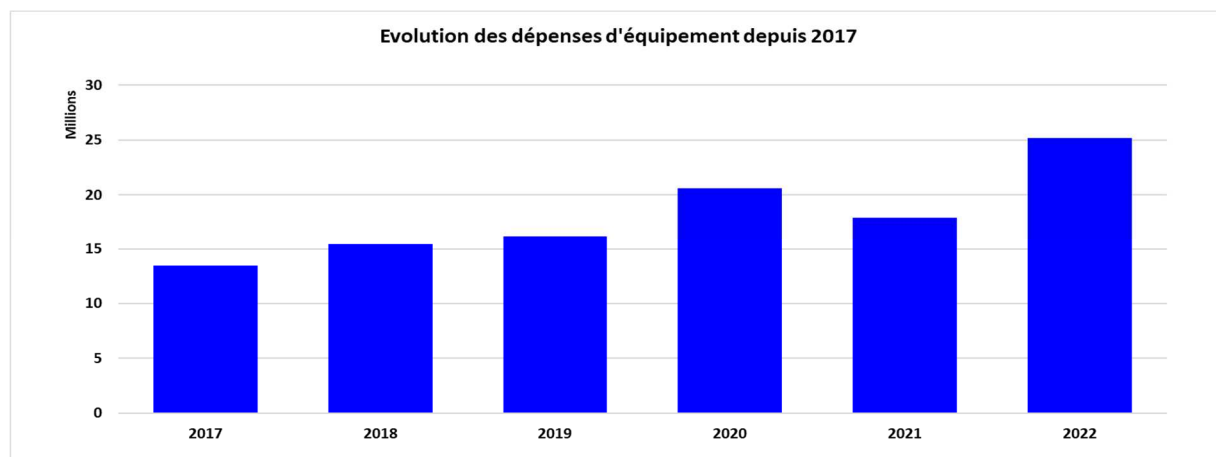
# B- LA SECTION D'INVESTISSEMENT

## 1 Les dépenses d'investissement

Les principales dépenses d'investissements réalisées (hors dette) au cours de l'année 2022 s'élèvent à 25 148 948 €. Avec ce niveau jamais égalé depuis 2014, elles illustrent la dynamique portée par la municipalité dans le cadre du projet du mandat avec une moyenne de 26,6M€ par an pour un total 2020/2026 de 186M€. Pour 2022, elles se répartissent de la façon suivante :



Ce montant d'investissement 2022 démontre la reprise continue de la dynamique d'investissement de la Ville.

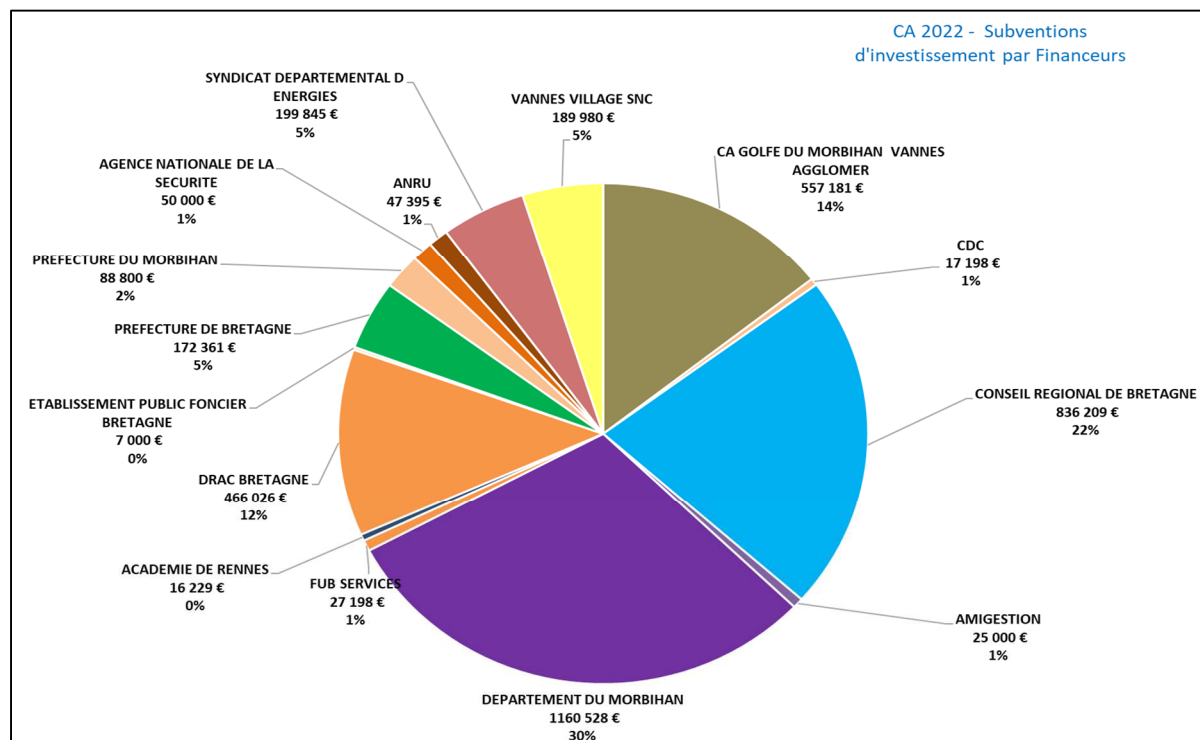


## 2 Les recettes d'investissement

Hors emprunt, les principales recettes d'investissement perçues au cours de l'année 2022 sont :

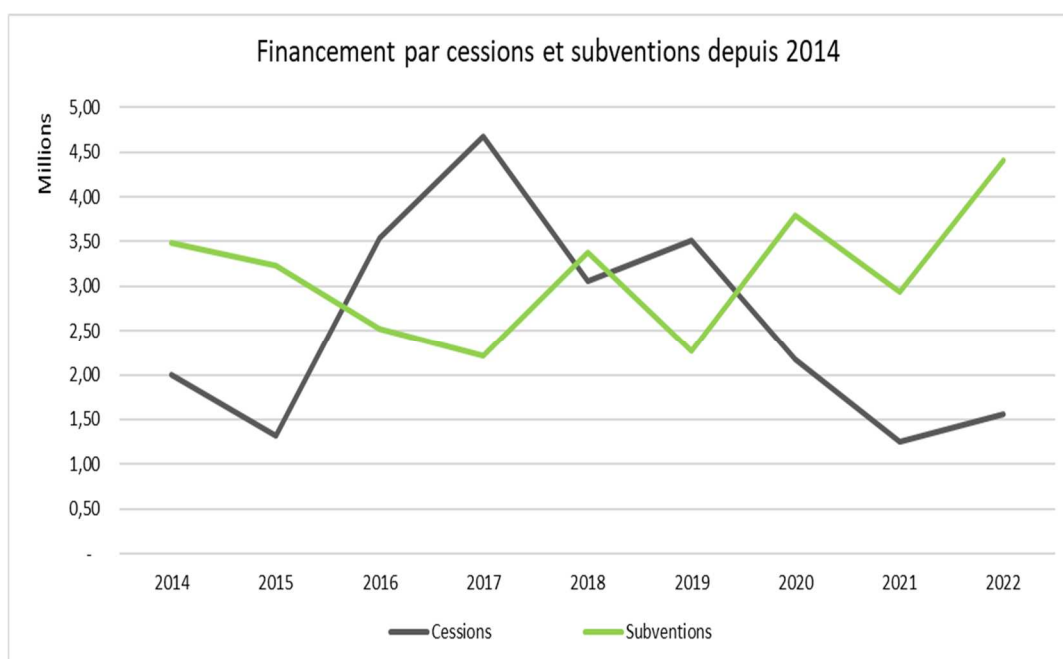
- Subventions d'investissement : 4 407 267 € dont 1 045 026 € pour la chapelle St Yves, 936 977 € pour l'ensemble des équipements sportifs, et 546 318 € au titre des amendes de police.

Le graphique ci-dessous illustre de la multiplicité des financements recherchés :



- Dotations, Fonds divers et Réserves : 15 831 350 €
  - Excédents de fonctionnement capitalisés : 11 176 387 €
  - FCTVA : 2 518 309 €
  - Taxe d'aménagement : 2 133 132 €
- Dotations aux amortissements : 4 561 369 €
- Opération de cession : 1 565 173 € (opération d'ordre)

Depuis 2014, la ville recherche un équilibre pour le financement de ses investissements entre cessions et subventions.



## C- L'ÉPARGNE

NIVEAU D'EPARGNE (hors cessions)	CA2020 retraité *	CA 2021	CA 2022	Evolution N-1
EPARGNE DE GESTION	15 005 270,41	16 017 476,16	18 320 249,27	14,4%
Taux d'épargne de gestion	19%	20%	21%	
EPARGNE BRUTE	12 758 753,56	14 296 377,18	16 852 469,68	17,9%
Taux d'épargne brute	16%	18%	19%	
EPARGNE NETTE	5 699 822,72	6 910 516,32	9 616 200,35	39,2%
Taux d'épargne nette	7%	8%	11%	

\*Retraitement effectué sur les écritures de transfert des compétences eau et assainissement à GMVA, les Zones d'activités économiques ainsi que sur la dotation de solidarité communautaire

### ➤ Epargne de gestion

Elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement (hors charges d'intérêts).

### ➤ Epargne brute

Elle reprend l'épargne de gestion à laquelle on ôte les charges d'intérêts.

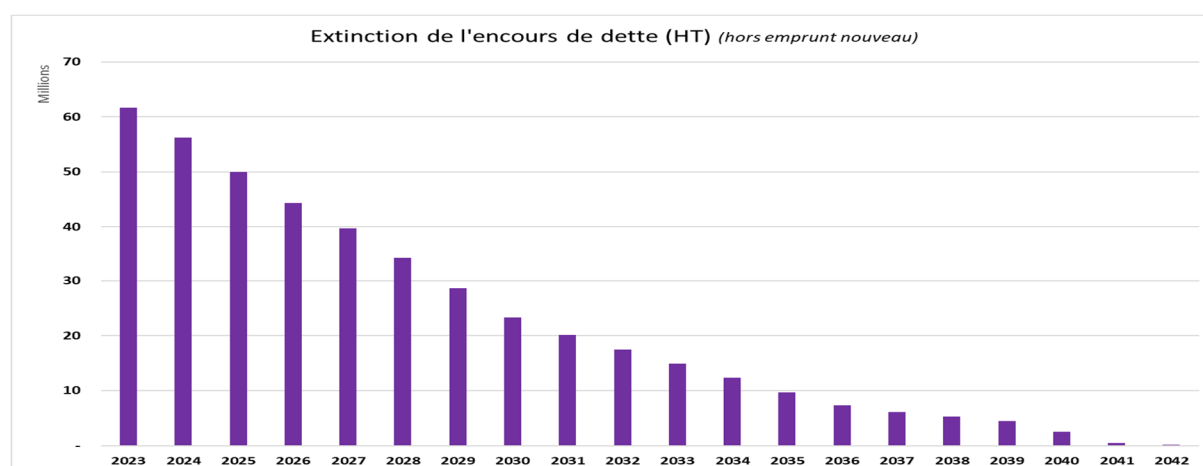
### ➤ Epargne nette

Elle correspond à l'épargne de gestion après déduction de l'annuité de la dette.

Il faut noter que le taux d'épargne brute est de 18 %. Il est admis qu'un ratio compris entre 8% et 15% est satisfaisant.

Le niveau d'épargne 2022 est particulièrement élevé. Il traduit le maintien de la bonne santé financière de la Ville, qui permettra de financer le programme d'investissement ambitieux et de faire face aux mesures gouvernementales de redressement des comptes publics.

## D- L'ENDETTEMENT

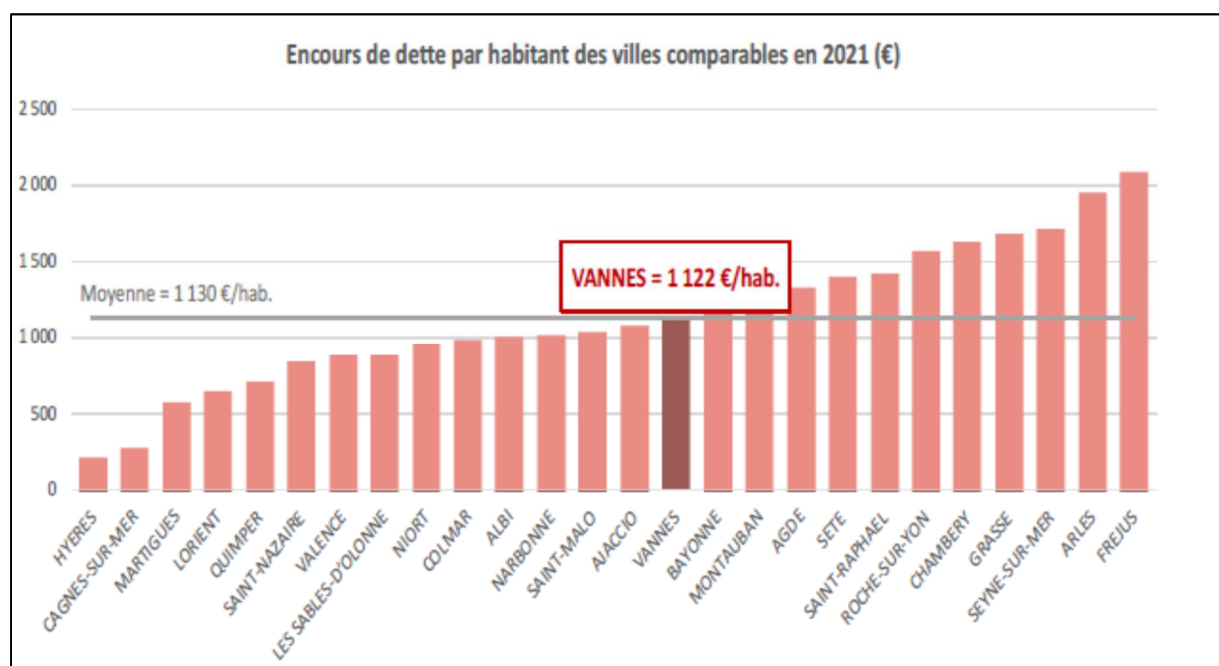


La ville a contracté en 2022 un emprunt d'équilibre de 5 000 000 € et a sollicité une 1<sup>ère</sup> tranche de 1 460 000 € de l'emprunt in-tracting conclu auprès de la Caisse des dépôts dans le cadre du programme de mise en leds de l'éclairage public.

L'encours de dette au CA 2022 est de 61 694 598 € (HT).

L'encours de dette de la ville est totalement sécurisé et se classe en "1A" dans le tableau de la charte Gissler.

La capacité de désendettement est de 3,66 ans.



Source Cabinet Michel Klopfer

## E- LE RÉSULTAT DE L'EXERCICE

	Investissement	Fonctionnement	Cumul
Recettes de l'exercice	34 069 615,93	88 844 131,62	122 913 747,55
Dépenses de l'exercice	35 288 643,85	74 793 280,39	110 081 924,24
<b>Résultat de l'exercice 2021</b>	<b>- 1 219 027,92</b>	<b>14 050 851,23</b>	<b>12 831 823,31</b>
Résultat antérieur reporté	- 8 098 762,90	7 108 765,22	- 989 997,68
<b>Résultat de clôture</b>	<b>- 9 317 790,82</b>	<b>21 159 616,45</b>	<b>11 841 825,63</b>

Soldes de restes à réaliser	-
<b>Besoin de financement</b>	<b>-9 317 790,82</b>

<b>Solde disponible pour affectation au budget supplémentaire</b>	<b>11 841 825,63</b>
---	----------------------

Le résultat excédentaire de 11,8M€ fera l'objet d'une affectation au budget supplémentaire 2023.

# Budgets annexes

## A-Budget des parkings

	Investissement	Fonctionnement	Cumul
Recettes de l'exercice	171 476,32	355 248,17	526 724,49
Dépenses de l'exercice	259 849,78	355 248,17	615 097,95
<b>Résultat de l'exercice 2021</b>	<b>- 88 373,46</b>	<b>-</b>	<b>- 88 373,46</b>
Résultat antérieur reporté	393 764,33		393 764,33
<b>Résultat de clôture</b>	<b>305 390,87</b>	<b>-</b>	<b>305 390,87</b>

Le budget des parkings est équilibré par une subvention du budget principal de 208 393 € en diminution de 36 542 € en raison de mouvement sur les écritures d'ordre (baisse de la dotation aux amortissement (*dépense de fonctionnement qui génère une recette d'investissement*) atténuée par une baisse de l'amortissement des subventions reçues (*dépense d'investissement qui génère une recette de fonctionnement*)).

L'activité quotidienne de ce budget est stable au regard des chiffres de 2021.

En investissement, des travaux ont été réalisés pour 82 055 € sur le parking du Palais des Arts principalement pour le contrôle d'accès.

## B-Budget des restaurants municipaux

	Investissement	Fonctionnement	Cumul
Recettes de l'exercice	251 720,23	1 726 208,99	1 977 929,22
Dépenses de l'exercice	251 720,23	1 726 208,99	1 977 929,22
<b>Résultat de l'exercice 2021</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Résultat antérieur reporté			-
<b>Résultat de clôture</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Le budget des restaurants est équilibré par une subvention du budget principal de 857 719 € (en hausse de 34 165 €). Les dépenses ont augmenté de 100 448 € en raison de l'inflation sur une grande partie des dépenses du quotidien et notamment sur les denrées (+75 165 €). Les recettes usagers en augmentation (+63 875K€ ) n'ont pas totalement compensé l'inflation.

## C- Budget Lotissement d'habitation

	Investissement	Fonctionnement	Cumul
Recettes de l'exercice	5 565 199,88	5 567 981,96	11 133 181,84
Dépenses de l'exercice	6 325 864,06	5 572 014,44	11 897 878,50
<b>Résultat de l'exercice 2021</b>	<b>- 760 664,18</b>	<b>- 4 032,48</b>	<b>- 764 696,66</b>
Résultat antérieur reporté	- 1 229 913,25	- 208,08	- 1 230 121,33
<b>Résultat de clôture</b>	<b>- 1 990 577,43</b>	<b>- 4 240,56</b>	<b>- 1 994 817,99</b>

Le compte administratif 2022 du budget de lotissement 2022 ne présente pas d'écritures réelles hormis les dépenses relatives aux taxes foncières et aux emprunts.

Les opérations d'ordre relatives aux variations de stock expliquent l'importance des montants des réalisations 2022.